

BOUCHES-DU-RHÔNE

Sécheresse en Provence

Depuis mi-juin, la situation hydrologique du département est marquée par des précipitations faibles et des températures élevées. Les débits des cours d'eau diminuent rapidement et aucune précipitation n'est attendue à brève échéance. Le département des Bouches-du-Rhône en est placé en Vigilance et le bassin du Réal de Jouques en Alerte renforcée par arrêté préfectoral du 21 juillet 2020. Chaque catégorie d'usagers doit porter une attention particulière à ses besoins en eau et limiter au strict nécessaire sa consommation. /PHOTO LP



GARD

Le père de la fillette interpellé

Hier, un témoin a donné l'alerte. Le père de famille recherché depuis samedi dernier dans le cadre d'une disparition inquiétante a été interpellé hier après-midi aux Angles dans le Gard rhodanien. Cet espagnol de 38 ans était sans sa fillette de 11 ans au moment de son interpellation. Il a été placé en garde à vue pour homicide volontaire. Les enquêteurs tentent désormais de savoir ce qui est arrivé à l'enfant confié au père par sa mère samedi matin. Quelques heures après, cet homme condamné pour violences conjugales avait laissé des messages inquiétants à son ex-compagne avant de ne plus donner de nouvelles. /PH. DR



CORONAVIRUS

Le gouvernement va envoyer 40 millions de masques aux 7 millions de Français les plus pauvres (Véran)

Le ministre de la Santé Olivier Véran a indiqué hier sur France 2 que le gouvernement allait envoyer gratuitement 40 millions de masques grand public lavables aux 7 millions de Français les plus pauvres. "Il est évident que la France ne laissera pas des personnes dans l'incapacité de s'équiper en masques", a-t-il assuré, alors que le port du masque est obligatoire dans les lieux publics clos depuis lundi pour enrayer une reprise de l'épidémie de coronavirus, et pourra même valoir une amende de 135 euros en cas d'infraction. "Nous allons envoyer 40 millions de masques grand public lavables, utilisables 30 fois, de manière à fournir 7 millions de Français qui sont au niveau du seuil de pauvreté - bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire -, de manière à ne leur demander aucune démarche", a-t-il détaillé.

Don de chèques-vacances aux soignants : le texte adopté

Le Parlement a définitivement adopté, par un ultime vote du Sénat, une proposition de loi LREM permettant aux salariés de "donner" des congés sous forme de chèques-vacances aux soignants, malgré des réserves de la droite et les critiques de la gauche. L'attribution des chèques-vacances sera réservée aux personnels, y compris vacataires et stagiaires, dont les revenus n'excèdent pas trois Smic. Les bénéficiaires doivent avoir travaillé pendant la période du 12 mars au 10 mai, correspondant à la période de confinement de la population pour faire face à l'épidémie de coronavirus. En pratique, jusqu'au 31 octobre, un salarié pourra renoncer à un ou plusieurs jours de congés acquis dans une limite fixée par décret, contre le versement par son employeur d'une somme d'argent à l'Agence nationale pour les chèques-vacances (ANCV). Cette agence répartira ensuite les chèques-vacances aux "établissements et services sanitaires, médico-sociaux et d'aide et d'accompagnement à domicile".

Remboursement des billets : 8 compagnies pointées du doigt par des associations de consommateurs

Huit compagnies aériennes, dont Air France, EasyJet ou Ryanair, ont été pointées du doigt hier par le Bureau européen des unions de consommateurs (Beuc) pour des "violations" des droits des passagers, notamment celui à un remboursement en cas de vol annulé. L'organisation basée à Bruxelles a indiqué avoir alerté la Commission européenne et les autorités nationales de protection des consommateurs de ces violations, réclamant une enquête sur ces pratiques "déloyales" qui constituent une "violation" de la législation européenne. "Depuis le début de la crise du Covid-19, de nombreuses compagnies aériennes bafouent les droits des passagers", a dénoncé la directrice générale du Beuc, Monique Goyens, dans un communiqué. L'organisation note que "si des pratiques déloyales ont pu être constatées dans l'ensemble du secteur, Aegean, Air France, EasyJet, KLM, Norwegian, Ryanair, TAP Portugal, Transavia figurent parmi les compagnies totalisant le plus de réclamations de la part des consommateurs" au niveau européen.

À La Rochelle ou Argelès, le masque est désormais obligatoire dans les zones fréquentées

Les habitants et visiteurs de plusieurs villes touristiques du littoral, comme La Rochelle ou Argelès-sur-Mer, doivent depuis hier porter un masque même en plein air, dans les quartiers les plus fréquentés, pour lutter contre un relâchement des bonnes pratiques face au Covid-19. À La Rochelle, le maire (DVG) Jean-François Fontaine a pris un arrêté municipal rendant obligatoire "le port d'un dispositif de protection nasale et buccale" pour les plus de 11 ans dans un périmètre commerçant et touristique du centre-ville, selon un communiqué. À Argelès-sur-mer (Pyrénées-Orientales), le maire Antoine Parra (SE) a rendu mardi le masque obligatoire jusqu'au 31 août dans les allées piétonnes du centre-ville et les marchés, mais sans prévoir de pénalités pour les contrevenants. À Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), le port du masque est obligatoire depuis lundi mais uniquement en cas de regroupement de personnes. Il ne s'applique ainsi pas à une personne marchant seule dans la rue. Toujours en Bretagne, à Concarneau, le port du masque est également obligatoire depuis mardi, de 10h à 22h dans l'ensemble des rues de la ville-close, sur les remparts, le Petit Château, la place St-Guénolé et le Carré des Larrons. Cette obligation est en vigueur à partir de 11 ans et jusqu'à nouvel ordre, selon l'arrêté du maire Marc Bigot (DVD).

Médecins libéraux

"Pire qu'abandonnés, nous avons été méprisés!"

Dans un livre blanc, les médecins libéraux de la région Paca dénoncent - sans gant - une gestion "technocratique" de la crise par les autorités régionales et nationales

Quand on entend que tout a été géré pour le mieux dans le meilleur des mondes, il y a un moment où la coupe est pleine". Sans masque et sans gant, non plus, les 12 000 médecins libéraux de la région Paca posent, dans un livre blanc, un constat saignant de la gestion de la crise par les autorités de santé, régionales comme nationales. Débriefing avec le Dr Laurent Saccomano, président de l'Union régionale des professionnels de santé (URPSML).

Alors que l'on commence à tirer les leçons de la gestion de la crise du Covid-19, votre livre blanc est particulièrement sévère envers l'Agence régionale de Santé. Les libéraux se sont sentis abandonnés?

Abandonnés? Non, c'est pire que cela. Si on avait été abandonnés, on aurait pu continuer de fonctionner. Là, il y a eu des freins volontaires à notre fonctionnement. Des choix ont été faits dès le début de la crise d'orienter systématiquement les patients et les équipements vers l'hôpital et on a dit très clairement aux kinés, aux dentistes, orthophonistes d'arrêter leurs activités. On ne s'associe pas à de l'ARS bashing, on raconte ce qu'il s'est passé, ce qu'on a vécu. À chacun de tirer les conclusions pour comprendre à quel niveau cela a coïncé.

L'ARS n'a fait que relayer la doctrine nationale du gouvernement...

À ce moment-là, à quoi sert une ARS? La question se pose. Si, au vu de la politique de santé nationale, elle n'essaie pas de l'adapter au plus près des besoins locaux, quel intérêt? Une fois qu'a été impulsé au niveau national un hospitalocentrisme, l'ARS a suivi... Les masques, par exemple. L'État les a réquisitionnés pour les distribuer aux hôpitaux. Les libéraux étaient complètement exclus et ne pouvaient donc pas travailler alors même que nous nous sommes manifestés pour proposer des solutions. Il a fallu que ce soit que le Conseil régional qui s'affranchisse des procédures de marché public pour en acheter et nous les distribuer, c'est bien que ce fût possible... Face à la pénurie de masques, les libéraux ont aussi proposé d'organiser des centres pour ne voir que des patients Covid et ça a mis des jours avant d'avoir une validation de l'ARS. On a mouillé le maillot, fait des propositions de toutes sortes et on nous répondait "cahier des charges", "procédures administratives". On a créé une petite dizaine de centres Covid alors qu'on aurait pu faire beaucoup plus. On a montré qu'en période de guerre, on pouvait être réactifs et agiles pour mieux faire fonctionner le système et on n'a pas du tout été entendu.

Vous avez été complètement exclus du parcours de soin?

Exactement. On n'a pas utilisé nos ressources en préférant la technocratie et la lourdeur administrative. En revanche, quand le centre 15 saturait et que le temps de décrocher était à plus de 3 heures, là on est venu nous chercher. Est-ce que des libéraux pourraient dépanner le 15? Dans les 24 heures, on a mobilisé une cohorte de médecins disponibles immédiatement pour le renforcer. Mais quand il s'agit de les rémunérer, cela prend des mois parce que ce n'est pas le bon papier, pas le bon tableau etc... Idem pour les infirmières : quand il n'y avait pas de masques, il n'y avait personne pour elles mais quand ça a commencé à chauffer dans les Ehad, on était bien content de les trouver et qu'elles s'organisent pour les renforcer. Ce n'est plus une distorsion en la politique nationale et la réalité locale, c'est du mépris!

Déjà complexes, les liens entre médecine de ville et hôpital ont-ils été montrés leurs limites...

Quand les centres Covid étaient enfin opérants, et que le centre 15 était débordé, les hôpitaux ont mis en place des cellules pour continuer à suivre les patients par téléconsultation. Comment est-ce possible? Les services d'infectiologie étaient débordés et personne n'a jugé bon de faire appel aux libéraux pour suivre ensuite les patients en ville. Les CHU n'utilisent même pas le logiciel de coordination régionale! Quand vous voyez que l'on a mis deux ans pour monter une maison médicale de garde à la Timone pour décharger les urgences alors qu'en quelques mois, nous, les libéraux, on était prêts... On met en concurrence les libéraux et l'hôpital, ça n'a pas de sens. Quand on met une maison médicale à côté d'un hôpital pour décharger les urgences, je comprends le directeur qui ne le voit pas d'un bon œil, car c'est autant d'actes que l'hôpital ne pourra pas facturer. Pourtant, nous devons être complémentaires. L'hôpital doit redevenir un centre d'hypercompétences, capable d'apporter au plan scientifique et universitaire ce que nous, en ville, nous ne pouvons pas faire. Mais ne pas associer les libéraux, c'est le meilleur moyen de saturer l'hôpital. Je ne vise personne en particulier quand je

"Ne pas associer les libéraux, c'est le meilleur moyen de saturer l'hôpital."

dis cela mais ce fonctionnement technocratique qui prend un temps fou et fait, au final, gaspiller beaucoup d'argent public. Ce qu'on veut, c'est faire avancer tout le système.

On a reproché aux médecins libéraux d'être des "machines à fric", de vouloir profiter de la crise...

C'est vrai. Quand on a demandé à avoir une dérogation pour pouvoir avoir le tiers payant ou un forfait de présence pour les médecins dans les centres Covid - ce n'était pas simple avec la surblouse, la charlotte de faire régler les patients... - on nous a répondu : "Ah mais il ne faudrait pas que vous y voyez un effet d'aubaine!". Les bras nous en sont tombés! Quelle image a-t-on de nous? Pendant la crise, l'État a pensé qu'il pouvait se passer parfaitement de la médecine de ville. Dire aux gens "N'allez pas chez votre médecin" était tout simplement ahurissant. Je suis convaincu qu'il ne s'agissait pas de nous protéger d'une éventuelle affluence.

Certains comme l'IHU Méditerranée Infection se sont affranchis de la doctrine nationale pour dépister, prendre en charge les patients...

Cela a été épouvantable à gérer avec nos patients qui ne comprenaient pas ni les changements permanents de doctrine ni pourquoi ils n'avaient pas accès aux tests, aux traitements. On a proposé de se mettre au service de l'IHU mais on n'a jamais eu de réponse... Évidemment, en France, la santé relève d'une politique nationale mais en région, il faut une structure stratégique qui regroupe tous les acteurs (ARS, Assurance maladie, collectivités, représentants professionnels et fédérations hospitalières). Tout découle de cette structure pour piloter au mieux, surtout en période de crise. Si on continue à ne s'appuyer que sur les uns ou sur les autres, on va continuer à boiter.

Vous avez remis votre livre blanc à l'ARS, quel retour en avez-vous eu?

Je peux vous dire que l'on n'a pas tout mis dans ce livre, que l'on en a encore sous le pied. Certains à l'ARS nous ont entendus mais le directeur général n'était pas à notre réunion de débriefing. Il nous trouve injustes. Nous ne sommes pas une meute qui aboie, nous faisons un constat et nous n'avons pas l'impression d'être entendus, non, plus au plan national. Les libéraux n'ont même pas été sollicités pour le Ségur de la Santé qui est en fait un Ségur de l'hôpital. Si, comme on le craint, il y a une deuxième vague à la rentrée, il faudra savoir nous faire confiance parce qu'on a montré qu'on pouvait être d'excellents soldats.

Propos recueillis par Alexandra DUCAMP



/PHOTO DAVID ROSSI